

L'Aigle Infos

L'information qu'il vous faut!



HEBDOMADAIRE INDÉPENDANT D'INFORMATIONS GÉNÉRALES N°327 DU JEUDI 09 MAI 2024 - PRIX: 3000 GNF - ZONE CFA : 500

Interview

KALOUM

P.3

Les sinistrés de l'explosion du dépôt d'hydrocarbures de Coronthie rejettent le dédommagement proposé par le CNRD



Édito à vue d'Aigle

Le printemps des incendies en Guinée

Ce qui crève les yeux aujourd'hui en Guinée c'est bien cette inquiétante récurrence des incendies aussi bien dans le Grand Conakry qu'à l'intérieur du pays, avec leur lot de dégâts. Une situation qui devrait être source de préoccupation pour tous les Guinéens patriotes... P.2

ÉTIENNE SOROPOGUI JETTE
L'ÉPONGE À L'ANAD

P.4



« Nous lui souhaitons bonne suite » (vice-président/ANAD)

FÊTE DU TRAVAIL

P.5



Le secrétaire général de la FESATEL reste prudent face aux engagements du ministre du Travail

DISCOURS À RELENTS GRÉGAIRES EN GUINÉE

P.6



Un conseiller national interpellé

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

Ce que le SPPG a recommandé aux autorités de la transition

P.9

CAS DES GUINÉENS MORTS OU DISPARUS AU SÉNÉGAL

Les précisions du ministère guinéen des Affaires Étrangères

P.4

UFDG/ANAD

P.7

Ce que Souleymane Souza Konaté reproche à certains sages du pays



Édito à vue d'aigle



Le printemps des incendies en Guinée

Ce qui crève les yeux aujourd'hui en Guinée c'est bien cette inquiétante récurrence des incendies aussi bien dans le Grand Conakry qu'à l'intérieur du pays, avec leur lot de dégâts. Une situation qui devrait être source de préoccupation pour tous les Guinéens patriotes. Aux feux mystérieux enregistrés jusqu'ici dans des localités de la Moyenne et de la Haute Guinée sont venus s'ajouter des incendies d'origine électrique ou inconnue, voire criminelle transformant la vie de pauvres citoyens en un véritable enfer en ces temps de vaches maigres pour l'écrasante majorité de la population. Dans la nuit du 17 au 18 décembre 2023, l'on s'en souvient, c'est le principal dépôt pétrolier du pays

qui a pris feu à Coronthie, dans la commune de Kaloum, le siège de la haute administration. L'explosion a fait une vingtaine de morts et des dégâts matériels importants. Les victimes de cette explosion sont en train de mettre la pression sur le CNRD et son gouvernement pour qu'on prenne leur situation à bras-le-corps.

Cette année 2024, le dépôt de la Guinéenne d'électricité (EDG), à Hamdallaye, a lui aussi été ravagé par le feu, sous le regard impuissant des riverains. À Hafia 2, ce sont 5 membres d'une même famille qui ont péri dans un incendie. Dans d'autres quartiers également, beaucoup de maisons et leurs contenus ont été réduits en cendres suite à des incendies. Il y a eu par la suite l'incendie qui s'est déclaré à Madina, le plus grand centre commercial du pays. Les pertes sont énormes et se chiffrent à plusieurs milliards de francs guinéens. Le dernier cas en date s'est produit le lundi 06 mai. Ce jour-là, un incendie s'est déclaré dans le bureau du ministre de la Culture et certains bureaux de son département

Il est à espérer vivement que des enquêtes sérieuses seront menées par les services compétents de l'Etat pour situer les responsabilités dans ces incendies qui ont un impact non négligeable sur l'économie du pays. Aucun Guinéen patriote ne peut se réjouir du fait que les biens publics et des particuliers soient consumés par le feu. Et face à cette récurrence des incendies dans les ménages et les édifices publics, il y en a qui vont jusqu'à parler, à tort ou à raison, d'actes de sabotage.

Kèfina Diakité

AG DU RPG ARC-EN-CIEL Lansana Komara attaque le discours de Dansa Kourouma à Luxembourg

Le RPG Arc-en-ciel, ancien parti au pouvoir, a tenu son assemblée générale hebdomadaire le samedi 04 mai 2024 à son siège national à Gbessia. Dans son intervention de circonstance, Lansana Komara, ancien ministre et membre du bureau politique national a réagi au discours tenu récemment par Dr Dansa Kourouma, le président du CNT, lors des travaux de la commission politique de l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie (APF), à Luxembourg.



Devant ses homologues, Dr Dansa Kourouma, le président de l'organe législatif de la transition s'est demandé à quoi sert honnêtement d'organiser des élections si ce sont les mêmes qui gagnent. Ce qui a fait réagir le parti d'Alpha Condé. «Vous avez suivi dernièrement des déclarations qui ne doivent pas sortir de la bouche d'un responsable du pays. Lorsque ce dernier dit: nous n'allons pas continuer à organiser des élections si ce sont les mêmes qui doivent gagner. Je crois que ça doit donner à réfléchir. Mais d'un côté, ça veut dire que soit on a peur d'organiser les élections au risque de les perdre. De l'autre côté, on peut déjà penser à une velléité d'exclusion qui pointe à

l'horizon. Cependant, le peuple de Guinée n'acceptera pas l'exclusion. Ils doivent savoir qu'en démocratie, c'est le peuple qui donne le pouvoir à travers les élections. Et ce peuple peut le donner plusieurs fois à un parti politique. Laissons donc le choix au peuple... Nous demandons à ceux qui pensent de la sorte de sortir rapidement de ce genre de discours qui perturbe la transition, qui désoriente le chef de la transition», a martelé Lansana Komara à l'assemblée générale hebdomadaire du RPG Arc-en-ciel.

Kaba Kankoula



INTERVIEW

KALOUM

Les sinistrés de l'explosion du dépôt d'hydrocarbures de Coronthie rejettent le dédommagement proposé par le CNRD

C'est très rare pour être souligné. Les victimes de l'explosion du dépôt principal d'hydrocarbures de Coronthie ont récusé sans réserve, le plan de dédommagement proposé par l'Etat dont l'opération a été lancée lundi 06 mai 2024. Ils dénoncent la manière et accusent les autorités d'avoir détourné les assistances qui avaient été mobilisées pour leur cause. C'est le cri du cœur exprimé par Mamadou Cifo Kê Touré, le président du comité des sinistrés de ce drame dans votre hebdomadaire.

L'L'Aigle infos : Le gouvernement a décidé de lancer une opération de dédommagement des victimes de l'explosion du dépôt d'hydrocarbures de Coronthie. N'est-ce pas une bonne nouvelle pour vous les sinistrés de ce drame après cinq mois d'impatience ?

Mamadou Cifo Kê Touré : Il faut d'abord dire que nous sommes victimes d'un banditisme d'Etat sinon il ne nous a pas été dit que c'était pour quitter Coronthie. Ils ont appelé nos parents clandestinement pour une réunion disant pour sensibiliser les jeunes à ne pas manifester après la pluie. De là-bas, on leur dit tenez le transport (deux millions de gnf) et les gens leur ont dit pour quoi faire ? En réponse on leur dit que ceux qui sont en location doivent chercher des logements, l'Etat va vous les payer pendant six mois contre vingt-quatre mois pour les concessionnaires. Toute suite ça a dégénéré, les gens ont manifesté en leur disant que nous désapprouvons cela.

L'Aigle infos : Vous voulez dire que vous (les sinistrés) vous avez rejeté cette proposition du gouvernement ou vous êtes partis avec l'argent ?

Mamadou Cifo Kê Touré : Je n'y étais pas mais des gens leur ont dit : tenez votre argent mais ils ont refusé en leur demandant de faire un papier. C'est pourquoi aujourd'hui (mardi 07 mai) nous avons déposé leur argent à la mairie de Kaloum et nous avons dit que nous rejetons toute proposition visant à spolier nos terres. Nous ne confions pas la reconstruction à l'Etat, nous



ne baillons pas nos terres ni les vendre. D'ailleurs nous n'avons besoin d'aucune aide venant de l'Etat maintenant.

L'Aigle infos : Dans ce cas, qu'est-ce que vous réclamez aux autorités alors ?

Mamadou Cifo Kê Touré : Nous leur demandons, c'est ce que les personnes de bonne volonté, des entreprises, des institutions internationales, des diasporas, des nationaux, ... avaient donné en faveur des sinistrés de nous les restituer. Cela c'était pour nous rassurer et rassurer toute la population guinéenne que ce n'était pas pour être détourné mais s'ils ont réussi à détourner ces biens, ça veut dire qu'ils sont venus perpétuer le vol.

L'Aigle infos : Il y a une contradiction totale avec le Premier ministre Bah Oury qui d'ailleurs sur sa page Facebook a salué votre adhésion massive à l'opération. Et même des images diffusées à la télévision nationale

montrent qu'il n'y avait de problème...

Mamadou Cifo Kê Touré : Les cinquante-cinq concessions auxquelles ils ont fait allusion dans le journal télévisé pour dire que nous sommes favorables au bail, nous apportons un démenti pour dire que nous condamnons ce mensonge d'Etat avec la dernière énergie. Nous ne quittons pas Coronthie et nous ne sommes pas prêts à confier la moindre responsabilité de nos chantiers à l'Etat. S'ils ont des moyens, qu'ils réinvestissent dans d'autres secteurs prioritaires notamment la fourniture d'eau potable, la réfection des voiries.

L'Aigle infos : Selon nos informations, l'Etat vous aurait proposé un plan de reconstruction de deux ans, raison pour laquelle il a voulu vous accompagner financièrement dans la recherche de logements. Mais apparemment il y a une crise de confiance qui ne dit pas son nom entre vous et le CNRD ?

biens mais qu'est-ce qui vous fait croire qu'ils ont réellement été détournés ?

Mamadou Cifo Kê Touré : Des gens ont donné des sacs de ciments, des tôles, brouettes, bois, sacs de riz, des chevrons mais pendant tout ce temps vous ne partagez que les sacs de riz. Et les sacs de ciments et autres qui ont été donnés ? En cinq mois d'autres choses peuvent se gâter ou être détruites. Pouvez-vous nous dire qu'en cinq mois les ciments peuvent être entachés les uns sur les autres sans être utilisés ? Ce n'est pas possible. D'ailleurs qu'est-ce qui les empêche de faire une distribution solennelle alors que quand ils recevaient c'était devant la presse et pourquoi on ne vous invite pas à la distribution de ces matériaux de construction ? Cela veut dire que ces matériaux ont pris autre destination.

L'Aigle infos : Merci Monsieur, Mamadou Cifo Kê Touré, président du comité des sinistrés de l'explosion du dépôt d'hydrocarbures de Kaloum !

Mamadou Cifo Kê Touré : C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

L'Aigle infos : Vous insistez sur le détournement de ces

Lisez le journal numérique sur le site

Kéfinafasso
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.



ÉTIENNE SOROPOGUI JETTE L'ÉPONGE À L'ANAD

« Nous lui souhaitons bonne suite » (vice-président/ANAD)

Cascade de démission à l'Alliance Nationale pour l'Alternance et la Démocratie-l'ANAD. La coalition dirigée par El Mamadou Cellou Diallo, enregistre une nouvelle défection au sein de son groupe. Etienne Soropogui l'un des fidèles au président de l'UFDG a décidé de suspendre ses activités du groupe pour des raisons stratégiques.

La coalition a aussitôt pris acte de la décision tout en soulignant que ce départ ne le détournera pas de son objectif, celui d'exiger du CNRD, le respect du chronogramme que celui-ci a fixé pour le retour à l'ordre constitutionnel.

L'Aigle infos : Comment l'Alliance Nationale pour l'Alternance et la Démocratie a accueilli la suspension des activités de Nos Valeurs Communes, dirigées par Etienne Soropogui en son sein ?

Dr Edouard Zoutomou Kpoghomou : L'ANAD a appris la suspension de Nos Valeurs Communes comme tout le monde. C'est sur les réseaux sociaux que nous l'avons apprise aussi. Nous en avons pris acte et lui souhaitons bonne suite ainsi que sa formation.

L'Aigle infos : Selon une déclaration que vous avez publiée lundi, 06 mai 2024 vous mentionnez que le président de Nos Valeurs Communes n'a pas pris part à ces rencontres depuis la création de l'Union sacrée. Est-ce que cela voudrait dire que tout était déjà prévu pour



ce qui est de son part ?

Dr Edouard Zoutomou Kpoghomou : Nous n'avons pas pensé ainsi même si nous savons qu'il y a eu des réactions après cette création. Bien sûr il faut reconnaître que l'ANAD est régie par une charte qui dit qu'en cas de malentendu, de contradictions ou de discussions, il faut

d'abord se rabattre sur les mesures internes avant que le problème ne soit porté devant le public dans un sens large, ça n'a pas été ainsi et c'est sur les réseaux sociaux que nous avons appris le ras-le-bol exprimé par Monsieur Soropogui pour pallier tout ça. Suite à cela nous avons tenu deux plénières : une au siège

de l'UGR et l'autre en visioconférence pour tirer les conclusions parce que ce sont des problèmes internes. Tous les leaders de l'ANAD y ont pris part mais malheureusement Etienne s'est absenté. Nous ne pouvons pas lire dans ses intentions mais ce qu'on peut comprendre c'est qu'il n'était pas d'accord par rapport à la création de l'Union sacrée mais cela ne veut pas dire qu'on peut lier son désistement par rapport à cette super coalition surtout que nous avons dit c'est par rapport à un nouveau repositionnement.

L'Aigle infos : Avec ce départ de Etienne Soropogui, est-ce que cela ne va pas porter un coup à l'ANAD ?

Dr Edouard Zoutomou Kpoghomou : Non, pas du tout. L'ANAD avait déjà subi ça avec un groupe de partis politiques non des moindres qui avait claqué la porte d'ailleurs qui n'avait pas suspendu ses activités mais plutôt décidé de se retirer carrément. Pour l'instant, avec Monsieur Etienne, c'est une suspension sauf si c'est une façon pour lui de voiler les choses. L'ANAD est une coalition qui est fondée sur des valeurs qui se reposent sur des principes et ces principes sont ancrés sur le comportement quotidien chez les uns et les autres. C'est ce qui fait qu'il n'y a pas une personne qu'on peut citer

quelqu'un d'incontournable ou une sorte de métronome. Aujourd'hui, le président de l'ANAD n'est pas là, mais cela ne veut pas dire qu'ANAD ne fonctionne pas. Nous disons donc qu'au niveau de l'ANAD, c'est que c'est une coalition sereine. Elle ne perdra pas de vue le fait que son existence est liée à une lutte, et cette lutte c'est pour que cette transition puisse se terminer et que le peuple de Guinée puisse choisir ses dirigeants à la fin du chronogramme de transition qui a été concocté avec le CNRD et la CEDEAO.

L'Aigle infos : Quelle lecture faites-vous du discours du président du CNT à Luxembourg sur l'organisation des élections ?

Dr Edouard Zoutomou Kpoghomou : Je n'ai pas voulu commenter cette sortie parce que pour moi c'est une honte. Quand un président du CNT vient dire que ça ne vaut pas la peine d'organiser des élections parce que ce sont mêmes qui gagnent, c'est comme si on voulait imposer une sorte de dictature, on ne peut pas aimer une chose et son contraire. Monsieur Dansa Kourouma, tout le monde sait le rôle qu'il joué pendant qu'Alpha Condé était au pouvoir. Aujourd'hui il a changé de veste qui est là à maintenir le statu quo, c'est lui seul qui a le secret de ce retournement de veste. Et mieux, quand on va dans des événements d'une telle importance pour laisser au compte-gouttes un travail qui se fait sur une mouture de constitution dont le consommateur essentiel c'est le peuple de Guinée, dans une institution comme la Francophonie, c'est une attitude de mépris vis-à-vis du peuple de Guinée. On devrait en avoir honte.

L'Aigle infos : On parle presque tous les jours des cas d'incendies en Guinée. Quelle est votre lecture de ce sujet qui préoccupe tant le peuple ?

Dr Edouard Zoutomou Kpoghomou : C'est très inquiétant même si on ne peut pas dire que des incendies arrivent parce qu'il y a des défauts par rapport aux installations, cela peut aussi être lié à d'autres facteurs. Mais ce qui est certain c'est qu'il y a une recrudescence des cas d'incendie et c'est tellement successif et ça devient tellement meurtrier et on se demande ce que les esprits sont en train de nous dire. Il va falloir à ce qu'on prenne garde. Ce sont les dieux qui sont peut-être fâchés contre la façon par laquelle les gens sont en train de souffrir ici.

L'Aigle infos : Merci à vous Dr Edouard Zoutomou Kpoghomou, vice-président de l'ANAD !

Dr Edouard Zoutomou Kpoghomou : C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

CAS DES GUINÉENS MORTS OU DISPARUS AU SÉNÉGAL

Les précisions du ministère guinéen des Affaires Étrangères

La mort ou la disparition d'une trentaine de jeunes Guinéens dans les eaux sénégalaises continue de faire couler beaucoup d'encre et de salive dans le pays. Le ministère guinéen des Affaires Étrangères, de l'intégration africaine et des Guinéens Établis à l'Étranger, dirigé par Dr Morissanda Kouyaté, a cru devoir apporter des précisions sur le sujet.

« Il s'agit de (31) jeunes guinéens, tous venus de la contrée de Bonfi-port. Ils se seraient embarqués clandestinement à saint Louis. Après 06 jours en mer sans provisions et sans pouvoir parvenir à destination c'est-à-dire l'Espagne, ils ont rebroussé chemin. Au cours du

trajet, certains d'entre eux auraient trouvé la mort à cause de la famine, la soif mais aussi de violences de la part des passeurs selon les informations recueillies auprès des rescapés », a expliqué à Africaguinee un haut cadre du ministère des Affaires Étrangères.

« À ce jour 27 guinéens sont considérés comme portés disparus, dont certains font partie de ceux qui avaient pris la fuite à la suite de la descente des gendarmes à leur arrivée au port de Saint Louis. Les rescapés sont sous soins à l'hôpital de Saint-Louis. Cinq (05) passeurs ont été mis aux arrêts à la Gendarmerie », a indiqué Mamadou Saitou Barry, directeur général des Guinéens établis à l'Étranger, ajoutant que depuis l'annonce

de ce drame, le ministère des Affaires étrangères, de l'intégration et des guinéens établis à l'Étranger a instruit l'ambassade de Guinée à Dakar de se rendre aussitôt sur les lieux pour s'enquérir de l'état des malades et assurer leur prise en charge intégrale. « Son Excellence monsieur le ministre des Affaires étrangères a instruit d'une part la relance de la cellule de crise mise en place au lendemain de sa prise de service et d'autre part il a demandé à l'ambassade de se rendre aussitôt sur les lieux du drame pour s'enquérir de l'état de santé (des rescapés). A date, tout ce qui est frais lié à leur traitement est pris en charge par les autorités à travers le département ».

Mamadou Oury



FÊTE DU TRAVAIL

Le secrétaire général de la FESATEL reste prudent face aux engagements du ministre du Travail

La Guinée, à l'instar des autres pays du monde, a célébré mercredi, 1er mai 2024, la Journée Internationale du Travail. Une occasion dédiée aux travailleurs du secteur privé et public pour porter leurs revendications devant les autorités. À Conakry, elle a été commémorée dans un contexte très particulier où le monde des médias privés est en train de disparaître à cause de la restriction qu'il subit depuis six mois. Au micro de votre hebdomadaire, Abdoulaye Barry, le secrétaire général de la FESATEL a réagi par rapport à l'engouement qui caractérise cette fête mais aussi le discours tenu par le Ministre du travail et de la fonction publique.

L' Aigle infos: Le 1er mai est déclaré journée internationale du travail. Vous êtes syndicaliste, qu'est-ce que cette journée représente pour vous ?

Abdoulaye Barry: C'est une grande joie pour la classe ouvrière guinéenne, vous l'avez constaté ici au stade Coléah. Il y a eu une très grande mobilisation, et le mouvement syndical guinéen a remis le cahier des charges au gouvernement à travers le ministre en charge de la fonction du travail. Et ce qui nous attire beaucoup, c'est le musèlement de la presse qui est vraiment un danger pour le travail en Guinée. Nous avons été témoin de beaucoup de pertes d'emplois ces derniers temps.

L'Aigle infos: Et puisque vous parlez de la presse, vous avez vu le Syndicat des Professionnels de la Presse de Guinée qui a défilé ici avec des bouches attachées par des foulards rouges, des pancartes sur lesquelles on pouvait lire : plus de 500 emplois perdus, libérez les médias qui sont brouillés depuis six mois. Qu'est-ce que cela vous a dit ?

Abdoulaye Barry: Quand j'ai vu ces messages, j'ai fondu en larmes parce que 500



perdes d'emplois c'est plus de 500 ménages et chaque ménage en Guinée compte dix personnes. Et quand on multiplie cela à 500 personnes ça veut dire que plus de cinq mille personnes souffrent aujourd'hui. Je suis sûr que le gouvernement œuvrera pour corriger cette situation car c'est un gouvernement qui a pris beaucoup d'engagements devant le mouvement syndical guinéen. Alors s'il ne crée pas d'emplois, il ne doit pas les fermer. C'est pour cela nous avons aimé cette attitude du SPPG avec des brassards rouges, bouches bandées ce

qui veut dire qu'aujourd'hui la presse est muselée alors que la liberté d'expression est reconnue par l'OIT, l'Organisation Internationale du Travail.

L'Aigle infos: Au cours de cette célébration, nous avons constaté l'unification du discours des centrales syndicales contrairement aux années précédentes. Qu'est-ce qui a marché finalement ?

Abdoulaye Barry: C'est la négociation, l'entente, l'union. Vous avez vu ces derniers temps, le mouvement

syndical a eu des acquis pour les travailleurs guinéens. Toutes les centrales ont trouvé des accords allant dans le sens de trouver 36% côté secteur public qui est mis en exécution qui prendra fin en juin 2025, et au niveau du secteur privé, nous allons continuer des négociations pour qu'il y ait augmentation ? Donc je suis sûr que quand les travailleurs se sentent intéressés, il est important que nous les centrales syndicales qu'on soit unies. Ce qui fait qu'aujourd'hui on est une et indivisible.

L'Aigle infos: Le ministre du Travail et de la Fonction publique a déclaré dans son discours qu'il prend note des revendications soulevées par le mouvement syndical tout en remontant à qui de droit. Vous y croyez ?

Abdoulaye Barry: Avec des pincettes bien évidemment. Vous savez il y a toujours des promesses avec le gouvernement et généralement elles ne sont pas respectées. Ce qui fait que les accords que nous signons avec le gouvernement, nous revenons dessus. Mais comme c'est un nouveau ministre qui est là, nous allons le croire à la parole, et quand il va le concrétiser, nous allons le croire à 100%. On l'étudie sur observation.

L'Aigle infos: En parlant de

la journée du travail, j'aimerais attirer votre attention sur MTN, un opérateur de téléphonie qui est aujourd'hui aux abois, ses travailleurs tirent le diable par la queue. Est-ce que vous avez pensé à ces jeunes guinéens qui y travaillent ?

Abdoulaye Barry: En ma qualité de secrétaire général de la FESATEL il y a pas eu de zéro perte d'emploi malgré la difficulté de l'entreprise. Aujourd'hui les salaires se payent à temps, nous sommes la FESATEL, pas un syndicat qui peut se laisser faire. MTN doit près de cent millions de dollars à l'Etat mais malgré ces difficultés, les travailleurs sont payés que ça soit les emplois directs et indirects. Nous demandons l'Etat guinéen mais en faisant quoi ? En accélérant rapidement parce que MTN veut céder ses parts d'actions à TELCEL.

L'Aigle infos: Merci à vous Monsieur Abdoulaye Barry, secrétaire général de la FESATEL, responsable des départements de la négociation de la CNTG.

Abdoulaye Barry: C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE Ce que le SPPG a recommandé aux autorités de la transition

L' e vendredi 3 mai 2024, le Syndicat des Professionnels de la Presse de Guinée (SPPG) a mis à profit la célébration de la Journée internationale de la liberté de la presse pour publier un long rapport intitulé «Les 23 péchés capitaux du CNRD » pour rappeler les agressions physiques perpétrées contre les journalistes aussi bien à

Conakry qu'à l'intérieur du pays. Les restrictions et autres tracasseries imposées ces derniers mois aux médias privés n'ont pas été occultées dans ledit rapport. Il s'agit notamment du brouillage des ondes et du retrait de certaines radios et télévisions privées des bouquets Canal+ et Star-Times. Ce qui a eu pour

conséquence, la destruction de quelque 500 emplois dans les entreprises de presse. Le SPPG, dirigé par Sékou Jamal Pendessa, a par ailleurs cru devoir faire des recommandations aux autorités de la transition pour nous sortir de cette situation: la libération des médias sans conditions; le paiement des dommages et intérêts que ces

restrictions illégales ont causés aux journalistes et médias victimes; rapporter toutes les décisions de suspension que la HAC a prises contre des journalistes. Le SPPG appelle les professionnels de l'information à rester collés à l'éthique et à la déontologie de leur noble métier; demande la réhabilitation de son Secrétaire

Général qui a été arrêté et condamné pour avoir demandé légitimement la libération des médias et de l'internet». Reste à savoir maintenant si ces recommandations du SPPG seront prises en compte par le CNRD et son gouvernement.

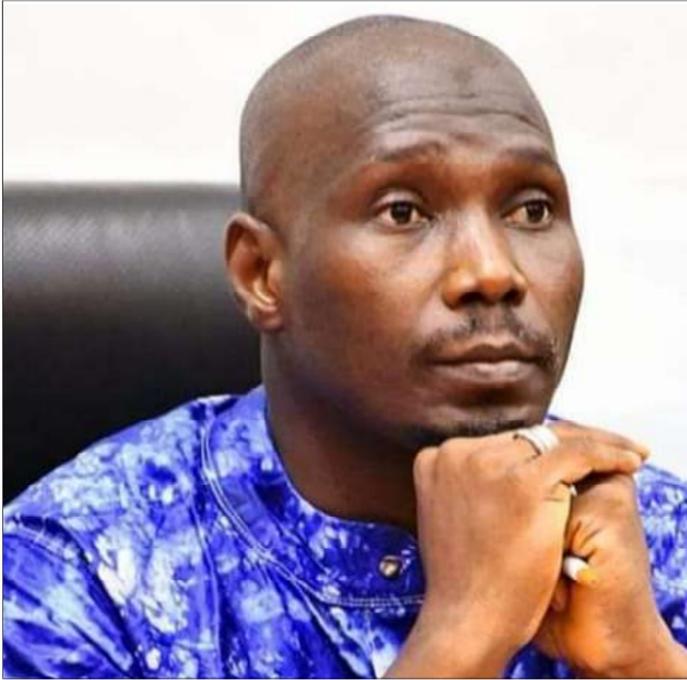
Lors d'une rencontre qu'il a eue jeudi 02 mai avec les Associations de presse, le Premier ministre Amadou Oury Bah connu sous le nom de Bah Oury a laissé entendre que le président de la transition, le général Mamadi Doumbouya, serait très déçu de certains journalistes pour lesquels il a fait beaucoup de choses.

Kaba Kankoula

DISCOURS À RELENTS GRÉGAIRES EN GUINÉE

Un conseiller national interpelle

Sayon Mara est juriste et membre du Conseil national de la transition (CNT). Dans une tribune publiée dans la presse, il déplore les discours à relents grégaires qui sont de nature à menacer dangereusement la paix sociale et l'unité nationale en Guinée.



«Quand on voit culbuter, dans son propre pays, des germes qui ont consommé, réduit en cendres des pays entiers sous d'autres cieux, on est littéralement obligé de se demander, de s'arrêter, pour passer au peigne fin, sans ambages, l'étiologie de ces idées divisionnistes et obscurantistes telles que, tel est autochtone, tel ne l'est pas ; telle portion de terre appartient à l'ancêtre de tel, telle autre à l'ancêtre de tel autre, qui sont légion en Guinée. Curieusement, un groupe de guinéens se réclamant d'une association croit avoir le titre foncier de la Guinée.

Le bon sens, la morale ont claqué la porte de ce pays et ont foutu le camp. Nombre parmi les sages censés être des apôtres et prêcheurs de la paix, sont devenus des pyromanes, des incitateurs à la violence et à la haine. Depuis un certain temps, nous assistons, en toute impunité, à la floraison flagrante, insistante et répétée de discours de haine à relents ethniques, des propos divisionnistes et intolérables des membres d'une association qui se font passer pour les défenseurs et gardiens des valeurs d'une communauté.

Pilotée et planifiée par des fonctionnaires à la retraite, pour la plupart, et des sages qui n'ont rien apporté à leurs communautés pendant qu'ils avaient la possibilité, cette

association s'arcoute contre l'ethnie pour se faire une place au soleil. L'instrumentalisation ethnique, le seul fonds de commerce de ses personnes sans foi ni loi.

Plutôt que de promouvoir l'unité nationale entre les guinéens, ces adeptes du divisionnisme inculquent notamment aux jeunes des idées belliqueuses et se livrent à des actes qui ne sont aucunement de nature à renforcer les fibres sociales, à garantir la paix dans notre pays. Ils montent les populations les unes contre les autres.

Le repli identitaire, la division entretenus par ces adeptes déclarés et sans réserve d'une doctrine ethno-régionale, leur souhait ardent de nous envoyer au charbon ne font l'ombre d'aucun doute dorénavant. La seule chose qui manque des ingrédients aujourd'hui pour que nous nous retrouvions dans une situation de « si on savait », est l'élément déclencheur.

En effet, les problèmes agraires et les débats portant sur les origines des personnes ont toujours été les dénominateurs communs des problèmes ou conflits en Afrique. Partout où les peuples se sont entre-déchirés à travers le monde, les idées sont d'abord conçues dans les esprits puis, se transportent dans les discours, avant de devenir des actes. Malheureusement, au moment où de telles idées se formalisent, personne n'en

parle. C'est quand ça atteint des proportions inquiétantes et incontrôlables que les gens se rendent compte de la gravité de la situation.

Il faut éviter d'ouvrir la boîte à pandore, au risque de nous retrouver dans des violences intercommunautaires dont personne ne pourrait maîtriser l'issue. Partout où un guinéen se retrouve à travers le pays, il est chez lui et ne doit aucunement être inquiet du fait de son appartenance ethnique ou régionale.

Aimer son ethnie, n'est pas du tout un mal en soi. Évidemment, chérir son ethnie est tout à fait normal. C'est même humain. Cependant, l'aimer ou la considérer comme étant la norme universelle, est dangereux.

Son instrumentalisation est aussi dangereuse. Aussi, aimer sa culture n'est pas du tout une menace pour l'unité nationale. Par contre, vivre sa propre culture comme si elle était la norme universelle, et de la brandir comme un cadre de référence permettant de juger d'autres cultures, pratiques, comportements, croyances, sans considérations pour les normes qui ont cours dans d'autres cultures, est dangereux.

Nos diversités linguistiques et culturelles ne doivent en aucune manière être des problèmes à notre société. D'ailleurs, l'écrivain Amadou Hampaté Bâ ne nous enseignait-il pas que : « La beauté d'un tapis tient à la diversité de ses couleurs ? »

En substance, les autorités doivent prendre leur bâton de pèlerin contre toutes ces associations à relents communautaire, ces intellectuels égarés en route qui, à travers la falsification de notre vécu commun ou sous l'étiquette de la promotion d'une culture ou d'un alphabet, incitent les gens à la violence, au rejet des autres et à l'affrontement. Elles doivent impitoyablement sévir pendant qu'il est encore temps contre ces pyromanes, ces forces du mal, pour préserver l'unité nationale, le vivre ensemble et la concorde nationale», a écrit Sayon MARA, juriste.

Mamadou Oury

ÉCONOMIE

Un soutien financier d'urgence approuvé par le FMI en faveur de la Guinée

C'est incontestablement une bouffée d'oxygène pour les autorités de la transition. Dans un communiqué, le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a annoncé l'approbation lundi, 6 mai d'un décaissement de 53,55 millions de DTS (environ 71 millions de dollars) au titre du volet chocs exogènes de la facilité de crédit rapide pour aider la Guinée à répondre aux besoins urgents de sa balance des paiements. liés à l'explosion du dépôt de carburant.

Le FMI explique que les dépenses qui seront reflétées dans la loi budgétaire révisée pour 2024, comprennent des transferts aux ménages touchés ; la décontamination du site de l'explosion ; la construction de logements, d'écoles et d'infrastructures de santé ; la réhabilitation des bâtiments publics endommagés ; et le début des travaux de construction d'un dépôt de carburant moderne et sûr.

« La croissance de la Guinée devrait ralentir à 4,1 % en 2024 en raison des pénuries de carburant et rebondir à 5,6 % en 2025, soutenue par un secteur minier résilient. Les politiques pour 2024 visent à atténuer les impacts de l'explosion du combustible tout en minimisant les écarts par rapport aux objectifs de croissance et de développement économique à moyen terme. À moyen terme, la mobilisation des recettes intérieures, notamment du secteur minier, la modernisation de l'administration fiscale, l'amélioration de la gestion des finances publiques et de l'efficacité des investissements, ainsi que l'augmentation des dépenses en matière d'éducation, de santé et de protection sociale, tout en ancrant les dépenses sur les ressources disponibles, contribueront à accroître la productivité et réduire la pauvreté », indique le FMI. Et d'ajouter : « L'aide financière d'urgence au titre de la facilité de crédit rapide contribuera à répondre aux besoins urgents de la balance des paiements associés à l'explosion d'une importante installation d'importation et de stockage de carburant à la fin de 2023. Les

besoins urgents comprennent ceux liés à la décontamination du site, à l'assistance aux personnes touchées. ménages et la reconstruction des bâtiments, des infrastructures et d'un nouveau dépôt de carburant. Un assouplissement temporaire de la politique budgétaire est justifié pour répondre à l'explosion. À moyen terme, la mobilisation des recettes intérieures, notamment du secteur minier, et l'amélioration de la gestion des finances publiques créeraient un espace pour accroître les dépenses en matière d'éducation, de santé et de protection sociale, contribuant ainsi à stimuler la productivité, à réduire la pauvreté et à préserver la viabilité de la dette. La réforme du secteur de l'électricité pour remédier aux pénuries reste essentielle », a justifié Mme Gita Gopinath, première directrice générale adjointe et présidente par intérim. Déplorant que « la Guinée reste exposée à un risque modéré de surendettement, avec une certaine marge pour absorber les chocs. Toutefois, les vulnérabilités liées à la dette intérieure se sont accrues, du fait de l'émission d'obligations du Trésor pour financer d'importantes dépenses d'investissement public. Des politiques macroéconomiques prudentes, notamment en maximisant le caractère concessionnel de la nouvelle dette, en évitant l'accumulation répétée d'arriérés intérieurs, en renforçant la capacité de gestion de la dette et en améliorant la gestion des investissements publics, restent essentielles pour préserver la viabilité de la dette à moyen terme »

Mamadou Oury

UFDG/ANAD

Ce que Souleymane Souza Konaté reproche à certains sages du pays

Souleymane SOUZA KONATÉ est le Président de la Commission communication de l'ANAD et Conseiller Chargé de Communication du Président de l'UFDG. Dans une tribune publiée dans la presse, il dénonce le fait que des sages excellent dans la manipulation et l'ethnocentrisme.



« La Guinée a connu ces dernières années une succession de crises sociopolitiques et économiques qui ont engendré un climat de tensions, de méfiance et de haine. Cela se fait ressentir aujourd'hui dans toutes les sphères de notre pays, administration, écoles, marchés, etc.

Quand tu analyses avec objectivité et tu vois dans ton pays les germes qui ont conduit d'autres peuples à la violence et à l'autodestruction, en toute responsabilité, tu es interpellé et tu agis avec lucidité pour parer au pire.

Des maux qui ont pour noms la haine, la manipulation ethnique, l'exclusion, l'injustice et l'arbitraire ont l'agrément contribué au désastre susmentionné imputable en premier lieu à ceux qui avaient en charge les destinées de leurs nations, alors aveuglés par les privilèges du pouvoir.

Mais revenons-en à l'enfer guinéen qui témoigne donc de la folie des hommes dont se proclame notamment un groupe d'énergumènes dit de sages, barbe blanche, cœur de Satan.

À travers des propos tendancieux et de la plus grande ignominie, nombre d'entre ces barbus et/ou moustachus de la honte risquent d'affecter dangereusement notre vivre ensemble et d'entraîner la Guinée dans le cataclysme.

Pour mon amour pour la Guinée et pour le respect que j'accorde à mes compatriotes, je ne peux répéter certains propos entendus dans des vidéos devenues virales sur les

réseaux sociaux. Des sages qui s'attaquent à tort à une communauté importante et respectée de notre pays. Quand cela sort surtout de la bouche d'un individu dont le rôle premier est de rassembler, c'est irresponsable, inacceptable et dangereux!

Depuis 2010 le Fouta est le théâtre de toutes les stigmatisations, d'exclusion,

des propos injurieux et des attaques à tous les niveaux. Cela a eu pour conséquences des plantations détruites, des commerces anéantis, des enfants morts, blessés et d'autres contraints à l'exil en toute impunité.

Comment parler de paix quand des propos divisionnistes sont tolérés et encouragés, quand des vies

humaines sont injustement fauchées, des champs à perte de vue détruits, des boutiques et magasins pillés et incendiés ?

On a vu des mouvements de jeunes soutenus par certaines autorités s'attaquer aux plantations des paisibles compatriotes sous prétexte qu'ils ne seraient pas originaires de leur région et cela en toute impunité. L'histoire est têtue et elle sera racontée au fil des générations.

On l'a dit et on ne cessera jamais de le répéter, la Guinée de notre rêve, cette Guinée unie, travailleuse et solidaire passera inéluctablement par une justice fiable, équitable et au service de la loi. Une justice à même de garantir l'égalité pour tous les citoyens de notre pays et de trancher selon les règles du droit et non pas selon l'humeur du chef, du haut-lieu. Le ministre de la Justice Monsieur Yaya Kairaba Kaba ne s'est-il pas indigné récemment face à l'amateurisme d'un juge qui

appela le chef de la junte pour lui demander quel sort il devrait réserver à une journaliste dont le seul crime est d'avoir mis à nu le comportement d'un dévergondé ? On est en train de franchir le Rubicon.

L'adversité politique ne doit nous conduire à l'irresponsabilité épidermique aux conséquences fâcheuses. Mon Général sous votre ministère, les erreurs du passé sont en train d'être reproduites avec autant de zèle et de mépris qu'il convient de s'interroger sur les motivations réelles du coup d'Etat du 5 septembre 2021.

Ne poussons pas le bouchon à l'extrême, à force de faire ou de laisser faire ces brebis galeuses égarées, ça vous retombera dessus !», a écrit Souleymane SOUZA KONATÉ, Président de la Commission communication de l'ANAD et Conseiller Chargé de Communication du Président de l'UFDG.

Kaba Kankoula

LA PAIX SUR TERRE : EST-CE POSSIBLE ?

Des habitants de Conakry envisagent l'avenir avec espoir

La Journée internationale du vivre-ensemble en paix se tiendra le 16 mai. À l'approche de cette date, de nombreux habitants de Conakry en Guinée se demandent s'il sera possible un jour de vivre dans un monde en paix.

« L'instabilité du monde est tellement palpable », a déclaré Gabriel Zoumanigui. « Ça m'arrive souvent d'être angoissé quand je regarde les actualités, parce qu'on a l'impression qu'une guerre peut éclater à tout moment. »

Cependant, Gabriel Zoumanigui parvient à surmonter ses angoisses en lisant la Bible et des articles basés sur la Bible, disponibles

sur le site officiel des Témoins de Jéhovah, jw.org.

Gabriel s'exprime ainsi : « Le site contient un article intitulé « La paix dans le monde : comment sera-t-elle établie ? ». Cela me rappelle que la Bible parle du projet de Dieu d'établir une paix sans fin dans le monde ».

« Malgré le contexte inquiétant dans lequel nous vivons, nous pouvons puiser du réconfort dans la promesse qu'un jour tous les habitants de la terre vivront en paix », souligne Thierry Pourthieport, local des Témoins de Jéhovah. « Dans le monde entier, des millions de Témoins de Jéhovah apprennent déjà à vivre en paix. »



Les Témoins de Jéhovah sont présents et actifs dans 239 pays et restent neutres sur le plan politique. Ils s'efforcent d'être unis dans la foi en dépit de leurs différences raciales et ethniques.

Ces différences ne sont en aucun cas un obstacle à la paix qui règne entre eux, ce qui

transparaît sur leur site Internet, jw.org. Celui-ci propose du contenu basé sur la Bible et traduit en plus de 1 084 langues.

Vous pouvez consulter gratuitement l'article « La paix dans le monde : comment sera-t-elle établie ? »

*Lire L'Aigle Infos,
c'est lire la vérité
et la vertu*

GUINÉE

Le regard critique du journaliste Mohamed Mara sur la transition guinéenne

Dans une tribune publiée dans la presse et intitulée « Guinée : la Transition trahit-elle ses propres valeurs ? », Mohamed Mara, journaliste et chroniqueur à Hadafos Medias, jette un regard critique sur la transition guinéenne conduite par le general de corps d'armée Mamadi Doumbouya. Lisez...

«La République de Guinée, suite au coup d'État du 5 septembre 2021 et aux concertations nationales qui se sont déroulées du 14 au 23 du même mois, s'est dotée d'une Constitution provisoire nommée Charte de la Transition. Cette Charte, jouissant d'une vaste légitimité, reflétait les aspirations profondes du peuple guinéen à orienter le pays vers un avenir plus démocratique et équitable. C'est du moins ce qu'on croyait naïvement. Les nouvelles autorités prétendaient avoir établi, au cœur de cette charte, un ensemble de valeurs et principes nobles, censés guider une transition pacifique et inclusive. Cependant, la réalité du pouvoir en place, éloignée des idéaux proclamés, s'est révélée être une parfaite antithèse de ces aspirations. Depuis son entrée en vigueur, le 26 septembre 2021, cette supposée boussole est devenue un simple bouclier de papier.

Dès la première page de cette charte, on peut lire une énumération de ces valeurs espérées cardinales de notre transition :

« Article 1er: La présente Charte consacre les valeurs et principes ci-dessous qui doivent guider la transition, ses organes et l'ensemble des personnalités appelées à la conduire :

- Le pardon et la réconciliation ;
- Le patriotisme et la loyauté ;
- L'inclusion et la fraternité ;
- La justice et la responsabilité ;
- L'impartialité et la neutralité ;
- La tolérance et le dialogue ;
- La probité et la dignité ;



- La discipline et le civisme ;
- Le mérite et l'équité. »

Examinons tout ceci de près.

Le pardon et la réconciliation se trouvent foulés au pied par une junte qui, par ses actes, creuse profondément le gouffre de la division et de la rancœur au sein de la population. Loin d'œuvrer pour l'harmonie, elle alimente un cycle de rancœur et de méfiance, érodant le tissu social guinéen. Le tour de vis actuellement imposé aux médias, aux partis politiques et aux libertés publiques, d'une manière générale, nourrit un climat de vengeance de plus en plus inéluctable.

Le patriotisme et la loyauté, idéaux supposés guider le leadership, sont détournés en instruments de répression. Sous couvert de défense de la patrie, c'est une chasse aux voix discordantes qui est menée, étouffant la loyauté non pas envers un régime, mais envers la République elle-même et ses citoyens. Aujourd'hui, le patriotisme consiste à chanter les éloges du Prince, à arborer l'effigie

de la déesse Baga, N'Dimba, et surtout à défendre les « acquis » d'une transition qui s'engraisse de délation et de servilité.

L'inclusion et la fraternité semblent être des mots vides de sens pour ceux qui, par leurs décisions, excluent une large part de la population de la prise de décision et de la répartition des ressources, semant ainsi les graines de la discorde plutôt que de l'unité. Le souci des équilibres régionaux et ethniques des débuts n'est plus qu'un lointain souvenir.

La justice et la responsabilité sont reléguées au rang de vœux pieux quand l'impunité règne et que les actes répréhensibles des dirigeants restent sans conséquence. L'absence de responsabilité dans la gestion des affaires publiques et la corruption apparente dénaturent le principe même de justice. Pis, le Temple de Thémis est devenu l'ancre de l'injustice, du désordre, de l'arbitraire. L'affreuse mélodie de la corruption morale s'entend à mille lieux.

L'impartialité et la

neutralité, indispensables à la conduite équitable des affaires de l'État, sont compromises. Les décisions sont prises avec partialité, favorisant un petit cercle au détriment de la grande majorité, et la neutralité est abandonnée au profit d'intérêts partisans. Pour les mêmes fautes supposées, certains sont limogés et jetés aux gémonies tandis que d'autres bénéficient de privilèges obscènes.

La tolérance et le dialogue, essentiels à toute démocratie naissante, sont remplacés par la censure et l'autoritarisme. La voix du peuple, étouffée, ne trouve pas d'espace pour s'exprimer, et les portes du dialogue semblent fermées à double tour pour ceux qui sont soumis à la persécution et à l'expropriation, quand ils ne sont tout simplement pas contraints à l'exil.

La probité et la dignité, fondations d'une gouvernance intègre, sont éclipsées par la malversation et le mépris des principes éthiques. La dignité du peuple guinéen est bafouée par ceux qui privilégient leur enrichissement personnel à

la prospérité commune. De nouveaux rois du ciment et du béton multiplient les acquisitions, faisant exploser au passage les prix de l'immobilier et du foncier dans tout le pays.

La discipline et le civisme, qui devraient inspirer les actions des gouvernants et des gouvernés, se voient remplacés par le chaos et l'indiscipline institutionnalisées, sapant ainsi les fondements de l'ordre public et du respect des lois. Les véhicules administratifs et de l'armée ignorent le code de la route, et nombre de policiers chargés de faire respecter les règles de conduite ne disposent pas de permis de conduire.

Le mérite et l'équité, derniers piliers de cette charte, sont ignorés dans un système où le népotisme et le favoritisme éclipsent toute considération de compétence et d'égalité des chances. Le marché des faux diplômes bat son plein depuis deux ans. Des experts en fraudes écumant l'appareil administratif, et la foire aux décrets ne désemplit pas.

La transition, qui se voulait multiforme, allant du politique au social, en embrassant l'économie et bien d'autres secteurs de la vie nationale, loin de s'aligner sur les valeurs et principes érigés par sa propre charte, se mue en une tragédie d'abus de pouvoir et de trahison des idéaux. Une simple déclaration d'intentions peut-elle être encore perçue comme le socle d'une réelle transformation vers une Guinée où règnent la justice, la paix et l'égalité pour tous ?», a écrit Mohamed MARA, journaliste.

Kèfina Diakité

LIBERTÉ DE LA PRESSE EN GUINÉE

Les 23 péchés capitaux du CNRD (rapport 2023 du SPPG)

À l'occasion de la célébration de la journée internationale de la liberté de la presse, le Syndicat des Professionnels de la Presse de Guinée (SPPG) son rapport 2023 dans lequel il a consigné ce qu'il appelle les 23 péchés capitaux du CNRD.

I-LES FAITS

L'an 2023 élargi aux 4 premiers mois de 2024 se présente comme l'année noire pour la presse guinéenne. Cette période marquée par la volonté de la junte militaire à avoir vaille que vaille une mainmise sur les médias et journalistes indépendants du pays a connu tout ce qui peut arriver aux professionnels de l'information à part du fait qu'on n'a pas, pour le moment, enregistré des cas d'assassinat de journalistes.

Dans le résumé de ce rapport qu'on a pas pu publier en janvier à cause de tout ce que vous savez, nous évoquerons quelques cas illustratifs de l'interminable campagne de destruction de l'écosystème médiatique lancée l'an dernier par le CNRD:

1-En 2023, les militaires au pouvoir n'ont pas attendu longtemps pour lancer les hostilités. Dès le 4 janvier déjà, Ousmane OC Cissé de radio Djoma Siguiri se fera sauvagement battu par des agents des forces de l'ordre sur ordre du commissaire central adjoint de Siguri alors que ce journaliste couvrait une manifestation de rue;

2-Le 22 janvier 2023, alors qu'elle couvrait les opérations de déguerpissement au bloc des professeurs de Donka, Adama Diallo; stagiaire à la radio 7 sur 7 a été arrêtée par des gendarmes et conduite à la gendarmerie de Hamdalaye avant d'être libérée après 1h et demie de séquestration;

3-Le jeudi 9 janvier 2023, Charles Wright alors Ministre de la justice et des droits de l'homme, enjoint illégalement au procureur général près la cour d'appel de Conakry d'engager des poursuites judiciaires contre Mohamed Mara et Lamine Guirassy tous du groupe HADAFO Médias. Une démarche illégale finalement stoppée par le SPPG qui avait projeté un sit-in géant à la place des martyrs;

4-Michel PIVI, Secrétaire Général de l'antenne régionale du SPPG-Kankan a été physiquement agressé par des agents de la garde du gouverneur de Kankan devant ce dernier qui n'a rien fait pour empêcher cette agression;

5-Le lundi 3 avril 2023,



l'interpellation et la séquestration par la Gendarmerie, de Sekou Bourgeois Camara de Radio Espace Kankan;

6-Le samedi 8 avril 2023, Sayon CAMARA d'Africa Guinée est verbalement agressé par un conseiller communal de Ratoma puis, physiquement atteint par des policiers qui l'ont même conduit et séquestré au commissariat de Kaporo alors que le journaliste couvrait les opérations de déguerpissement des emprises de la route à Kipé;

7-La triste réalité de rétention de l'information à la présidence de la République où l'accès est toujours refusé aux médias privés continue encore malheureusement;

8-À peine une semaine après la célébration de la journée internationale de la liberté de la presse l'an dernier, soit le 9 mai 2023, Ibrahima Foulamory Bah du site d'information le Courrier de Conakry a été interpellé par des éléments de la garde présidentielle postés aux alentours de la primature où ils lui ont retiré le téléphone et supprimé les éléments de son reportage. Il y sera séquestré pendant 1h environ. Ensuite il est photographié contre son gré avec à la clé, des menaces du genre «Gare à toi...!>>. Dans la vidéo de son interpellation qu'il a fournie au SPPG, on l'entend crier désespérément «Je suis journaliste» en présentant son badge. Mais malgré ce cri de

détresse, ses bourreaux ne l'ont pas lâché.

9-Restiction de l'internet quelques jours avant, et le jour de la manifestation des forces vives de Guinée empêchée le 17 mai 2023

10-Le 17 mai 2023, Aliou Maci DIALLO du site d'informations lagunee.info au moment des faits, et Mamadou Macka DIALLO de Guinée 114, sont agressés par des militaires non loin du rond-point de Bambéto. En plus des injures dont les 2 ont fait l'objet, Maci a reçu de violents coups à la tête, heureusement qu'il portait un casque de protection;

11-Les équipements de Sabari et Lov fm démantelés par des cadres de l'ARPT accompagnés de gendarmes. Le Ministre des Postes et télécommunications d'alors Ousmane Gaoual Diallo avait nié ce cas de vol inédit mais finalement, c'est à l'ARPT que les équipements seront effectivement retrouvés;

12-Le gouvernement, par la voix de son porte-parole, menace en conférence de presse de fermer tout médias selon lui, qui tenterait de dresser les communautés les unes contre les autres et déclare que l'internet n'est pas un droit;

13-En reportage à Coyah le 16 juin 2023, Lamine Kaba d'Espace TV est physiquement agressé à Toguiro vers Condéyah par la garde rapprochée du procureur du

tribunal de première instance de Coyah sur ordre de ce dernier. Après l'avoir terrassé, les éléments l'ont neutralisé à terre sous le regard impuissant de son collègue de l'équipe de reportage;

14-Le 22 juin 2023, Saliou Benjamin CAMARA du site d'information Guinée Souverain est brutalement interpellé derrière la clôture de la primature où il couvrait une manifestation des guinéens rapatriés de la Tunisie. Le journaliste sera embarqué et conduit au commissariat central de Kaloum avant d'être libéré et mis à la disposition du Général Sékou Jamal PENDESSA;

15-En Août 2023, un élément des forces spéciales agresse un journaliste à N'Zérékoré et endommage son téléphone qu'il a délibérément broyé à l'aide de ses rangers;

17-Août 2023, toujours à N'zérékoré, un journaliste attaqué par des inconnus qui l'ont suivi jusqu'à domicile;

18-Courant septembre, Ansou Bailo Baldé et Mariama Bhoie tous de Cavi Médias sont empêchés de continuer un reportage à Dubréka, leurs badges retirés par des policiers alors qu'ils faisaient le constat sur la dégradation de la route qui traverse cette ville pour la région de Boké;

19-En Août 2023, les sites Guinée Matin et inquisiteur illégalement fermés. Et Guinée Matin le restera pendant 3 mois pratiquement. Alors que le SPPG avait programmé une autre manifestation après celle reprimée le 16 octobre 2023 à Kaloum, le site a finalement été libéré 72h avant le jour-j;

20-Manipulée à souhait par la junte militaire, la haute autorité de la communication a battu le triste record de suspensions illégalement prononcées contre les journalistes Abdoul Latif Diallo et son site Dépêche Guinée suspendu le 11 septembre pour un mois puis, pour 9 autres mois. Bouka Barry aussi a été suspendu le 13 septembre 2023 pour un mois. Ensuite, Mohamed Kouyaté du groupe Évasion, Habib Marouane CAMARA du Révélateur 224 et Mamoudou Babila Keita d'inquisiteur sont également victimes des suspensions illégales de la

HAC;

21-Utilisée comme instrument de répression par le CNRD, une partie des magistrats a été mise à contribution pour casser l'élan de résistance du SPPG dans sa lutte pour la liberté de la presse. Ainsi, le 16 octobre 2023 alors qu'ils manifestaient pour demander la libération de Guinée Matin, 13 journalistes dont des membres du bureau national du syndicat ont été sauvagement battus à la cité chemin de fer et conduits au commissariat central de Kaloum avant d'être inculpés par le tribunal de première instance de Kaloum. Parmi les blessés graves, 2 femmes journalistes (Mariama SALL d'HADAFO fracturée au coup comme Foula Mory et Mariama Bhoie BARRY de Vavi Médias touchée au bras par un projectile du gaz lacrymogène). Le porte-parole du gouvernement Ousmane Gaoual avait déclaré devant les caméras qu'il n'y a pas eu de violences contre les journalistes avant d'être démenti par une vidéo particulièrement violente.

22-Le 19 janvier 2024, soit le lendemain de la manifestation empêchée qu'il a pilotée la veille, le Général Sékou Jamal PENDESSA (S.G du SPPG) et 3 autres journaliste dont 2 membres du bureau national (Abdoulaye Cissé et Amadou Oury BARRY) sont arbitrairement arrêtés en pleine circulation à la terrasse de Dixinn alors qu'ils revenaient du tribunal où une dizaine de journalistes arrêtés la veille venaient d'obtenir un classement sans suite de leur dossier. Arrivé à la brigade de recherche de Kipé, les trois autres ont été libéré mais le Général PENDESSA sera placé en garde à vue jusqu'au 22 janvier; date à laquelle il sera présenté au tribunal de Dixinn où le procureur va décerner un mandat de dépôt qui le conduit à la maison centrale de Coronthie. Au total, il a passé 40 jours de privation de liberté. Il sera injustement condamné à 6 mois de prison dont 3 assortis de sursis avant d'être libéré en appel le 28 février sur fond de pression

(Suite page 10)

LIBERTÉ DE LA PRESSE EN
GUINÉE**Les 23 péchés
capitaux du
CNRD (rapport
2023 du SPPG)**

À l'occasion de la célébration de la journée internationale de la liberté de la presse, le Syndicat des Professionnels de la Presse de Guinée (SPPG) son rapport 2023 dans lequel il a consigné ce qu'il appelle les 23 péchés capitaux du CNRD.

sociale marquée par la grève générale du mouvement syndical guinéen;

23-L'une des plus sombres pages de la gouvernance du CNRD, c'est cette campagne de musellement des médias et de destructions d'emplois matérialisée par le brouillage des ondes Fm et le retrait des chaînes de télé des bouquets de distribution d'images qui a duré 6 mois depuis novembre 2023.

Conséquence, plus de 500 emplois détruits dans les entreprises de presse à Conakry et à l'intérieur du pays. Parmi les travailleurs contraints au chômage technique, figurent des femmes enceintes dont les grossesses restent exposées aux risques de complications à l'accouchement.

II-RÉCOMMANDATIONS

À l'occasion de la commémoration de ce 3 mai, journée internationale de la liberté de la presse, le SPPG recommande aux autorités de libérer les médias sans

conditions;

-Le SPPG recommande aux autorités le paiement des dommages et intérêts que ces restrictions illégales ont causés aux journalistes et médias victimes;

-Le SPPG recommande à la haute autorité de la communication de rapporter toutes les décisions de suspension qu'elle a illégalement prises contre des journalistes dont les noms sont mentionnés ci-haut;

-Le SPPG appelle les professionnels de l'information à rester collés à l'éthique et à la déontologie de notre noble métier;

-Le SPPG demande la réhabilitation de son Secrétaire Général arbitrairement arrêté et condamné pour avoir demandé légitimement la libération des médias et de l'internet.

Conakry, le 3 mai 2024

Le Bureau National

COYAH

**Trois détenus meurent
dans les locaux de la
gendarmerie et de la police**

Selon le site Mediaguinee, du 4 au 6 mai 2024, trois détenus ont trouvé la mort dans les locaux de la gendarmerie et du commissariat central de police de Coyah. Ce sont: Yamoussa M'Mah Camara (détenu pour vol aggravé); Mohamed Camara (détenu pour vol aggravé avec tir) et Mamadou Yaya Baldé (détenu pour des coups et blessures).



Parlant de ces cas de morts, le procureur de la République près le tribunal de première instance de Coyah, Lazare Mamady Bauret, a dit : « Cette triste nouvelle qui nous a tous réveillés le dimanche, nous avons appris que des détenus au compte du tribunal de Coyah ont trouvé la mort dans les locaux disciplinaires de la gendarmerie et de la police. Comme vous le savez, Coyah ne dispose pas de prison pour le moment, donc ces locaux nous servent de relais pour garder nos détenus et compte tenu de la canicule, ces personnes au nombre de trois ont trouvé la mort. Et c'est l'occasion pour moi de

présenter mes condoléances aux proches de ces victimes...La première disposition pratique qui a été prise c'était de faire en sorte que ces prévenus aient des funérailles dignes de nom et aussi discuter avec les familles sur les dispositions prises en collaboration avec la hiérarchie judiciaire...C'est la canicule, il y a une forte chaleur. Nous avons fait le tour des lieux, vous avez constaté combien de fois la chaleur est étouffante et c'est cela officiellement qui est la cause puisque c'est des personnes qui ont été admises à l'hôpital.

La secrétaire générale du département, Mme Irène Marie Hadjmanis, a présenté ses

condoléances aux familles éplorées au nom du Gouvernement. »Je tiens ici personnellement à présenter mes condoléances aux différentes familles éplorées, à la communauté et aux autorités de Coyah. C'est très dommage, ces personnes étaient détenues comme l'a dit le procureur de la République, pour manque de lieux appropriés. La maison de détention de Coyah a été attaquée et suite à cette attaque, les détenus ont été répartis dans certains locaux de la gendarmerie et de la police et ceux qui étaient condamnés ont fait l'objet de défèrement à Kindia et à Boké...Malheureusement la canicule s'étant mêlée de cela et la taille des cellules ça n'a pas donné la chance à ceux qui sont décédés, compte tenu du surnombre des détenus dans les cellules et la forte chaleur.»

La mort de ces trois détenus relance le débat sur les conditions de détention au niveau de nos maisons d'arrêt et dans les locaux disciplinaires des services de sécurité.

Kaba Kankoula

MIGRATION IRRÉGULIÈRE

Un phénomène qui prend de l'ampleur en Guinée

Cette semaine, une trentaine de jeunes Guinéens en partance pour l'Europe ont trouvé la mort en haute mer, plongeant leurs familles respectives et la nation tout entière dans un océan de désolation. Un drame qui relance le débat sur les dangers de la migration irrégulière.

Apparemment, les campagnes de sensibilisation et les mises en garde des ONG spécialisées sur les dangers de la migration irrégulière n'ont pas produit

d'effets. Les jeunes Guinéens ne cessent de prendre le chemin de l'Occident (Amérique du Nord, Europe) en empruntant la voie irrégulière, à leurs risques et périls. Cette semaine, une trentaine de jeunes Guinéens en partance pour l'Europe ont trouvé la mort en haute mer, plongeant leurs familles respectives et la nation tout entière dans un océan de désolation.

Un témoignage rapporté par le site Guineenews est édifiant là-dessus. «C'est un vaste réseau qui existe en Guinée, au Sénégal et dans plusieurs

autres pays limitrophes. Mais l'embarquement se passe au Sénégal. Au départ, il y avait plus d'une cinquantaine de personnes dont une trentaine de Guinéens qui ont quitté Bonfi. Il y avait aussi des Ghanéens. Nous avons reçu l'information grâce à l'audio d'un rescapé. Ce dernier dit qu'il y a eu une altercation dans l'embarcation, et c'est ce qui a été à l'origine de la mort d'une trentaine de jeunes Guinéens», a confié Fodé Aboubacar, pêcheur artisanal, à Guineenews.

Ce drame relance le débat sur

les risques inconsidérés que prennent de plus en plus de jeunes Guinéens, des deux sexes, qui pensent, à tort ou à raison, que leur rêve ne peut se réaliser que dans les pays occidentaux (États-Unis, Canada, Angleterre, France, Allemagne, Belgique, Espagne, Italie, etc.). Or la Guinée, avec ses nombreuses potentialités dans divers secteurs (agriculture, élevage, mines, commerce, entrepreneuriat), peut bel et bien être considérée comme un paradis terrestre que l'on ne saurait fuir pour l'Europe ou l'Amérique du Nord. Il faut donc

une prise de conscience de la part des jeunes et de leurs parents pour changer cette donne. Tous les jours que Dieu fait, ce sont les naufrages qui sont rapportés par les médias internationaux en Méditerranée, avec leur lot de morts. Ces derniers temps, c'est le Nicaragua qui est devenu le passage privilégié pour beaucoup de migrants subsahariens, dont les Guinéens, vers le pays de l'Oncle Sam (USA) ou le Canada.

Mamadou Oury

SÉRIE D'INCENDIES EN GUINÉE

La protection civile situe les responsabilités

C'est un fait devenu inquiétant ces derniers temps en Guinée, surtout à Conakry. Des cas d'incendies se déclarent un peu partout dans la capitale. Après le mystérieux feu survenu au grand marché de la capitale, plusieurs bureaux dont celui du Ministre de la Culture, du Tourisme et de l'Artisanat ont été consumés dans la matinée du lundi 06 mai par un autre incendie.

Cest un feu d'origine inconnue qui s'est déclaré dans ce département dirigé par Moussa Moïse SYLLA. Il n'y pas eu de perte en vies humaines, mais les dégâts matériels sont importants. Alerté par l'un de ses cadres, le chef de département en compagnie de son homologue de l'Information et de la Communication s'est rendu sur les lieux pour constater les dégâts.

« L'incendie s'est déclaré à 06H30 du matin. J'ai été alerté par un responsable du département qui travaillait dans mon bureau et toute suite j'ai joint le Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, qui a donc diligenté l'équipe des Sapeurs-pompiers sur place.

Les dégâts, il y a des évaluations qui sont en cours, des structures qui sont spécialisées en la matière vont faire une communication sur les détails. Ce que je peux vous dire, vous remarquez que tout le plafond est parti, beaucoup de documents ont été consumés par les flammes dans le bureau où l'incendie s'est déclaré et dans le mien. Nous avons pu sauver beaucoup de documents, des disques durs, du matériel informatique. Mais pour le reste, les services compétents vont vous donner plus de détails.

Le ministre de la Culture, du Tourisme et de l'Artisanat ne se résume pas à un simple incendie dans le bureau du ministre ou d'un de ses cadres. Le travail va continuer, l'élan qui est cet élan va continuer. Nous allons tenir la réunion du cabinet, nous allons tenir les activités du ministère, nous allons continuer à travailler et c'est le même message que je passe à l'ensemble des cadres du ministère de la Culture, du tourisme et de l'artisanat ici à Conakry et au niveau déconcentré. Il faut maintenir l'élan, il faut maintenir la même dynamique, nous avons des résultats à produire. Cet incendie n'est qu'un petit incident qui arrive dans le parcours de toute entité. Donc, il faut être focus sur l'objectif principal, nous devons travailler merci.

À cet appartement il y a au moins cinq bureaux qui sont touchés par l'incendie. Notamment le bureau du DAF,



celui du service de communication, l'attaché du cabinet, le mien », a confié Moussa Moïse Sylla.

Les services de protection civile souvent pointés du doigt par les citoyens, ont marqué le lieu par leur présence tôt le matin. Informé par son collègue, le Ministre de la Sécurité et de la Protection civile a dépêché des équipes de sapeurs-pompiers pour éteindre les flammes. Le Lieutenant-Colonel Ibrahim Sory Kaba, est le directeur régional de la protection civile de Conakry: «Ces incendies sont récurrents à Conakry. D'hier à aujourd'hui, on a enregistré cinq cas : un bus d'Albayrak a pris feu hier à Gbessia et après cela d'autres incendies se sont déclarés ailleurs. Donc la cause réelle de ces incendies, on ne saura le dire mais on peut dire 40 à 50% c'est d'origine électrique : courts-circuits, variation de la tension et les états des installations. Le deuxième aléa c'est la négligence. Quelquefois il y a des incendies mais il n'y a pas de courant électrique. Des combustibles sont négligés et qui provoquent le feu. On peut aussi parler de l'imprudence et la malveillance mais surtout le non-respect de l'installation des matériaux d'extinction ou de d'extinction de fumée dans les établissements. Dans les autres pays, tout est installé pour prévenir les risques. En cas d'incendies, vous avez les premiers moyens pour vous permettre d'attaquer mais s'il faut toujours attendre l'arrivée des pompiers pour des premières interventions, c'est toujours difficile. Donc c'est ce

qui a manqué, les mesures préventives ont manqué et c'est là certes la courbe des préventions va augmenter, ce sont les interventions qui vont diminuer »,

L'ancien chroniqueur du groupe HADAFO MEDIAS a

salué l'efficacité des sapeurs-pompiers dans ce cas présent.

«Je profite de l'occasion pour saluer la promptitude avec laquelle cette équipe s'est rendue sur le lieu et le professionnalisme qui a caractérisé le travail qu'ils ont

pu abattre aussi. Parce que vous vous rendez compte, le feu est totalement maîtrisé, les dégâts : mon bureau a été touché. Parce que le feu s'est déclaré par le bureau adjacent au mien. Et je souhaite rajouter que cet incendie ce n'est pas la première fois que cela se déclare dans un département ministériel ».

Malgré ces dégâts, l'ancien Directeur Général de la DCI a invité ses cadres à rester concentrés. Des investigations sont en cours pour déterminer les causes réelles de ce sinistre, rassure le Moussa Moïse Sylla.

Il faut rappeler qu'après l'incendie du ministère de la Culture, un autre incendie a été déclaré le même jour au marché de Kaporo où plusieurs magazines et boutiques sont partis en fumée.

Samuel Demba. D

LE PRÉSIDENT IVOIRIEN OUATTARA REÇOIT LE SÉNÉGALAIS DIOMAYE FAYE

«Nous sommes totalement en phase»

Après la Mauritanie, la Gambie, et la Guinée-Bissau, le président sénégalais fraîchement élu Bassirou Diomaye Faye poursuit ses visites en Afrique de l'Ouest. Il a été reçu mardi 7 mai par le président ivoirien Alassane Ouattara à Abidjan. Au programme des discussions, les relations bilatérales, et la situation politique dans la sous-région.

Le président sénégalais Bassirou Diomaye Faye (G) est accueilli par le président ivoirien Alassane Ouattara (D) au palais présidentiel, lors de sa visite à Abidjan le 07 mai 2024.

La poignée de main était attendue, le plus jeune président élu du continent a salué son homologue ivoirien, de 38 ans son aîné, sur l'esplanade du palais présidentiel. Après une audience d'un peu plus d'une heure, où il a été question de la situation sous-régionale, les deux hommes se sont présentés devant la presse.

« Soutien »

Alassane Ouattara a tenu à afficher tout son « soutien » au nouveau président sénégalais : « Que ce soit sur les

questions de démocratie, que ce soit sur les questions de coopération régionale, ou bien de la situation internationale, nous sommes totalement en phase. »

Bassirou Diomaye Faye a souhaité que les relations commerciales entre les deux pays se renforcent, notamment dans le secteur de l'agriculture et de l'énergie. Sur le plan politique, le président sénégalais a appelé au dialogue au sein de la zone Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) : il a reconnu que les défis étaient « complexes » et « énormes ».

« Tournant »

« Je pense que nous sommes à un tournant où nous devons mesurer la gravité des

menaces réelles et la déliquescence des États, de même que les risques de désintégration de notre Union, a dit le président sénégalais. Je sais pouvoir compter sur votre sagesse, pour, à vos côtés, continuer d'agir, en renforçant surtout les actions préventives. »

Bassirou Diomaye Faye a demandé à ce que soient entreprises « les réformes nécessaires » sans toutefois évoquer directement la question du franc CFA. Il a également demandé à ce que les deux pays œuvrent « à dissiper les incompréhensions », alors que le Niger, le Mali et le Burkina Faso ont annoncé leur intention de quitter la Cédéao en janvier.

RFI

MADAGASCAR

Début de la campagne pour des législatives du 29 mai

À Madagascar, la campagne pour les élections législatives prévues le 29 mai a débuté ce mercredi 8 mai. Près de 500 candidats sont dans la course pour obtenir les 163 sièges disponibles de l'Assemblée nationale. L'opposition, qui avait boycotté la présidentielle de novembre, est cette fois-ci dans la compétition. Dès le premier jour, l'ambiance était de mise.

Dans le premier arrondissement d'Antananarivo, un important bastion électoral, plusieurs candidats ont investi mercredi matin les quartiers populaires du bas de la ville. Des camions aux couleurs de leurs partis respectifs et à leur effigie défilent, suivies de près par des foules d'électeurs par centaines.

La population de ces quartiers est courtisée depuis plusieurs semaines déjà : des distributions de repas chauds, des promesses de travaux de réfection ont été faites notamment, ont confié plusieurs habitants à RFI. Et ce particulièrement par deux candidats indépendants, qui espèrent



évincer les deux camps traditionnels de leur fief. Au-delà de la capitale, l'enjeu de ce scrutin est de

taille pour l'opposition, qui avait boycotté l'élection présidentielle, cinq mois plus tôt. Une majorité au

palais de Tsimbazaza, le siège de l'Assemblée, est donc pour elle l'unique voie légale en vue d'exister, et de

peser, face au pouvoir en place.

Le président Andry Rajoelina, de son côté, joue sa légitimité populaire et la suite de son second mandat. En l'absence de contre-pouvoirs, des observateurs craignent le début d'une dérive autoritaire.

Une telle dérive est dénoncée : la destitution soudaine de la présidente de l'Assemblée nationale et le rappel de l'ambassadrice de l'Union européenne dans le pays ont, ces dernières semaines, largement tendu le contexte politique à Madagascar.

La campagne s'achèvera le 27 mai.

RFI

MALI

HRW dénonce les massacres commis par les jihadistes du Jnim et des chasseurs dozos dans un rapport

Au Mali, Human Rights Watch (HRW) a publié mercredi 8 mai un rapport sur les massacres commis par les jihadistes du Groupe de soutien à l'Islam et aux musulmans (Jnim), liés à al-Qaïda. L'organisation de défense des droits humains a aussi détaillé des exactions de chasseurs traditionnels dozos, qui se sont transformés depuis des années en groupes d'autodéfense face aux jihadistes. Dans les deux cas, les faits remontent au mois de janvier et se sont

déroulés dans le centre du Mali.

Le 27 janvier, vers 18h, plusieurs dizaines de jihadistes du Groupe de soutien à l'Islam et aux musulmans (Jnim) débarquent dans les villages voisins d'Ogota et d'Ouembé, région de Mopti. Ils sont à moto, armés de kalachnikovs, ou à bord de véhicules équipés de mitrailleuses.

Selon les informations recoupées par Human Rights Watch auprès de 25 témoins directs, activistes maliens et membres



d'organisations internationales, et grâce à l'analyse d'images satellites, les jihadistes ont tué ce jour-là 32 personnes dont des femmes, des vieillards et des enfants. D'abord avec des tirs en rafales, et exécutions

sommaires, puis mes villages sont incendiés : plusieurs personnes ont été retrouvées carbonisées dans leur maison.

Des habitants expliquent avoir été attaqués, car une partie des chasseurs dozos protégeant les

villages avait refusé de déposer les armes. Cela alors que d'autres s'étaient résignés à conclure un accord avec les jihadistes, en position de force.

RFI

Lisez le journal numérique sur le site

Kéfinafasso
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.